

LIVRE DE RÈGLEMENT

MUNICIPALITÉ DE CAYAMANT

Canada
Province de Québec
Comté de Gatineau
Municipalité de Cayamant
MRC Vallée-de-la-Gatineau

Règlement no 60-95

DÉNOMINATION DU CHEMIN LAC-À-LARCHE ET LES NUMÉROS CIVIQUES

Attendu Que la Municipalité de Cayamant désire se prévaloir des dispositions prévues à l'article 631(5) du Code municipal concernant les noms des rues et chemins municipaux et les numéros civiques des résidences, commerces et terrains situés sur le territoire de la municipalité.

Attendu Qu'avis de motion a été donnée à la séance du 8 août 1995.

En conséquence, le conseiller Pierre Thérien appuyé par la conseillère Michelle Pétrin propose et il est résolu qu'un règlement portant le numéro 60-95 soit et est adopté et qu'il soit statué et décrété par le présent règlement ce qui suit :

Article I.

Le préambule du présent règlement en fait partie intégrante comme si ici au long récit.

Article II.

Que le chemin situé dans le Canton Church dans les zones F217, f216, F215, F213, V204, F203 et F205 partant de la rue Principale se dirigeant vers le nord est sur une distance de 1826 kilomètres jusqu'à limite des municipalités de Cayamant et Messine du plan de zonage 80430 dont copie en annexe en fait partie intégrante du présent règlement présentement connu sous le nom de chemin Lac-à-Larche, chemin Lac Catherine ou chemin Lac Lacroix soit désigné sous le nom de Chemin Lac-à-Larche.

Article III

Que les propriétaires de maisons, commerces et terrains situés sur le chemin Lac-à-Larche sont dans l'obligation d'identifier les maisons par des numéros civiques émis par la Municipalité de Cayamant.

Article IV

Que les numéros doivent être d'une dimension minimum de 10 centimètres de longueur et doivent être installés sur la façade de la maison, commerce ou terrain afin d'être visible de la voie publique.

Article V

Que toute personne contrevenant aux dispositions du présent règlement est passible d'une amende maximale de 100\$ si le contrevenant est une personne physique, ou de 200\$ s'il s'agit d'une personne morale. En cas de récidive, l'amende maximale est de 200\$ si le contrevenant est une personne physique et de 400\$ si le contrevenant est une personne morale.

Article VI

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Date de l'adoption du règlement :
Date de publication du règlement :

Le 4 décembre 1995
Le 8 décembre 1995

Réginald Rochon
Maire

Suzanne Vallières, g.m.a.
Directrice générale

Certifie copie conforme du livre de règlement
de la Municipalité de Cayamant en vertu de l'article 2816
du Code Civile du Québec

Suzanne Vallières, g.m.a.
Directrice générale